

Un **taux d'activité** élevé pour les **jeunes**

Bien qu'en net recul entre 1990 et 1999, le taux d'activité des jeunes dans l'arrondissement de Vire demeure néanmoins bien supérieur à celui de la région. Quant aux « seniors », profitant des dispositifs de départs à la retraite ou en pré-retraite, ils ont comme ailleurs fortement réduit leur activité. Les salariés du territoire, moins qualifiés que leurs homologues bas-normands, sont de plus en plus confrontés au travail précaire.

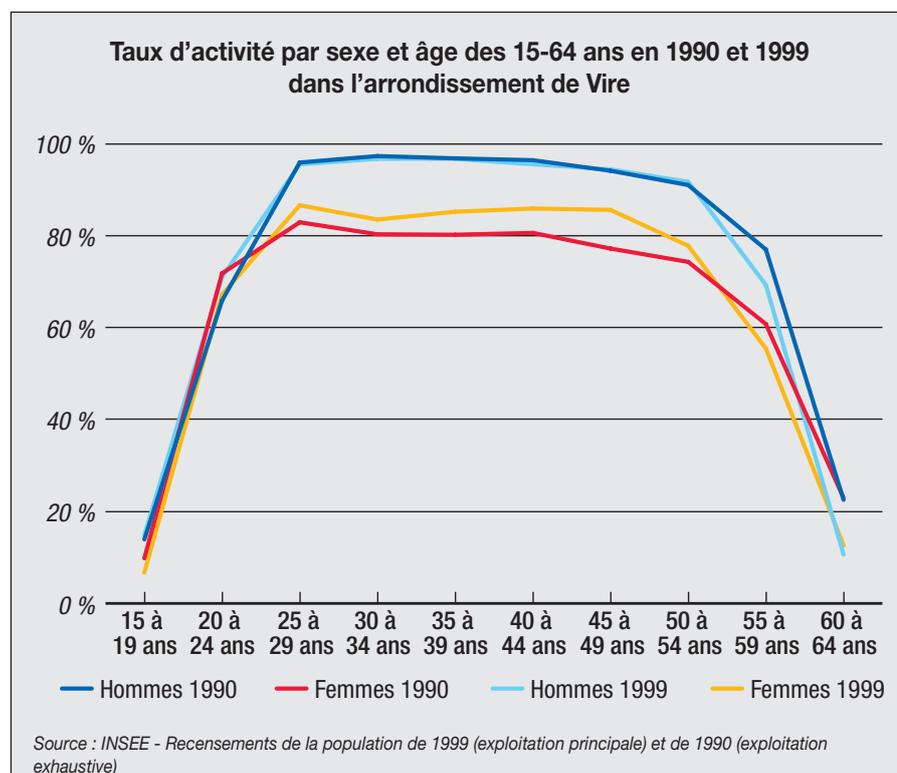
En 1999, la population active de l'arrondissement de Vire représentait 71,1 % de la population totale âgée de 15 à 64 ans. Entre 1990 et 1999, le taux

d'activité a progressé de 2 points, augmentation légèrement plus forte que celle observée au sein de la région.

UN TAUX D'ACTIVITÉ DES JEUNES EN NET RECUL

Les taux d'activité des hommes et des femmes de l'arrondissement ont progressé à des rythmes similaires au cours des années quatre-vingt-dix. En 1999, plus de trois hommes sur quatre en âge de travailler étaient actifs au sein de l'arrondissement. En 1999 toujours, près

de deux tiers des femmes âgées entre 15 et 64 ans avaient ou recherchaient un emploi. Tant chez les hommes que chez les femmes, les taux d'activité observés dans l'arrondissement virois étaient supérieurs d'au moins 2 points à ceux de la Basse-Normandie.



Le taux d'activité des jeunes s'est inscrit en net recul sur la décennie quatre-vingt-dix, mais cette baisse a masqué deux

mouvements. La proportion de jeunes femmes actives parmi les 20 à 24 ans a chuté de 12 points pour atteindre 63 %

INDICATEURS

Taux d'activité élevé des jeunes de 20 à 24 ans en 1999 :

- Pour les hommes :

- dans l'arrondissement de Vire : **71,9 %**

- en Basse-Normandie : **57,7 %**

- Pour les femmes :

- dans l'arrondissement de Vire : **63,4 %**

- en Basse-Normandie : **51,2 %**

Plus de 8 salariés du territoire virois sur 10 ont un emploi stable en 1999

- un salarié sur deux en situation de précarité professionnelle est en CDD

Les actifs de moins de 40 ans sont moins diplômés

- 16 % des jeunes actifs possèdent un diplôme de l'enseignement supérieur contre 20 % en région

en 1999. Le déclin du taux d'activité est de même ampleur dans le Calvados ou en Basse-Normandie. En revanche, dans cette même tranche d'âge, le taux d'activité des jeunes hommes de l'arrondissement s'est accru de 4 points alors que ceux du Calvados et la région continuait de décliner. Près de 72 % des hommes de 20-24 ans du

territoire virois étaient actifs en 1999. Pour les jeunes femmes comme pour les jeunes hommes du territoire virois, le taux d'activité était de plus de 10 points supérieur à la moyenne régionale et dépassait de plus de 20 points celui du Calvados. Cependant, une fois exclue l'aire urbaine caennaise qui regroupe l'essentiel de la population estudiantine, le taux d'activité des 20-24 ans de l'arrondissement de Vire n'apparaissait plus que légèrement supérieur à celui observé sur le reste du département.

Comme sur l'ensemble de la région, le taux d'activité des seniors a chuté du

fait de la généralisation des départs en retraite et des possibilités de départs en préretraite. Ainsi, la proportion des hommes actifs âgés de 60 à 64 ans a baissé de moitié au cours des années quatre-vingt-dix, passant de 20,5 % en 1990 à 10,7 % en 1999. Pour les femmes, le recul est à peine moins brutal, le taux d'activité s'établissant à près de 14 % en 1999 contre 24 % neuf ans auparavant.

Si les tendances démographiques observées au cours des années quatre-vingt-dix se prolongent, la population en âge de travailler, c'est à dire le nombre

de personnes de 20 à 59 ans, devrait décroître sensiblement à l'horizon 2030. Stable jusqu'en 2015, cette population active potentielle devrait se réduire de 3 000 personnes entre 2015 et 2030, la baisse étant plus marquée chez les femmes que pour les hommes. Cette évolution n'aurait pas forcément pour conséquence un recul du nombre d'actifs, en raison d'un allongement probable des carrières et de la remontée de l'activité des seniors induite par la réforme des retraites.

DAVANTAGE DE CAP-BEP, UN PEU MOINS DE DIPLÔMÉS DU SUPÉRIEUR

Les actifs de moins de 40 ans de l'arrondissement de Vire étaient en 1999 moins diplômés que leurs homologues bas-normands. A cette date, près de 20 % des salariés de l'arrondissement ne possédaient aucun diplôme, contre

16% au niveau régional. Les CAP-BEP étaient les diplômes les plus répandus : 39 % des actifs possédaient ce diplôme. C'est deux points de plus que la moyenne régionale. Les activités industrielles du territoire, ancrées es-

sentiellement autour de Vire et de Condé-sur-Noireau, emploient surtout une main d'œuvre ouvrière plutôt qualifiée. Les postes de travail offerts forment un débouché naturel aux titulaires de ces diplômes. En revanche, à la fin des années quatre-vingt-dix, les jeunes actifs de l'arrondissement étaient moins souvent titulaires (16 %) d'un diplôme de l'enseignement supérieur que les Bas-Normands (20 %). Le déficit de formation par rapport à la région pourrait se restreindre avec le développement du pôle universitaire de Vire qui accueille 400 élèves depuis la rentrée scolaire 2006. À la condition toutefois que le marché du travail propose localement à ces diplômés des postes adaptés à leur formation.

Diplômes des actifs de moins de 40 ans en 1999 (%)

	Arrondissement de Vire	Calvados	Basse-Normandie
Aucun diplôme	19,1	15,9	15,7
CEP	2,7	3,4	3,0
BEPC	7,0	8,0	8,0
CAP, BEP	38,8	33,7	36,7
Bac, Brevet prof	16,1	16,5	16,6
Bac	10,2	12,3	12,0
Diplômes supérieurs	5,8	10,7	8,5
Actifs de moins de 40 ans	12 518	147 024	317 640

Source : INSEE, recensement de la population de 1999 (exploitation principale)

LES CONDITIONS D'EMPLOI DES SALARIÉS : UNE ENTRÉE DIFFICILE DES JEUNES SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL

L'arrondissement de Vire comptait au recensement de 1999 près de 24 300 personnes en emploi. Près de 17 600 d'entre elles étaient salariées. Comme

en Basse-Normandie, plus de huit salariés sur dix avaient à la fin des années quatre-vingt-dix un emploi stable.

Néanmoins, dans l'arrondissement de Vire comme ailleurs en Basse-Normandie, les salariés sont de plus en plus confrontés aux formes de travail pré-

Conditions d'emploi des salariés en 1990 et 1999

	Arrondissement de Vire			Basse-Normandie		
	Effectif 1999	Part 1999 en %	Part 1990 en %	Effectif 1999	Part 1999 en %	Part 1990 en %
CDD	1 448	8,2	5,6	39 911	8,6	5,6
Intérim	416	2,4	0,4	10 766	2,3	1,0
Emploi aidé	577	3,3	1,0	13 825	3,0	0,8
Apprentissage-stage	425	2,4	4,2	12 581	2,7	3,8
Emplois stables (*)	14 718	83,7	88,8	386 050	83,4	88,8
Total salariés	17 584	100,0	100,0	463 133	100,0	100,0

Source : INSEE, recensement de la population de 1999 (exploitation principale) et de 1990 (exploitation exhaustive)

caire. En 1999, l'intérim, l'emploi aidé et les CDD rassemblaient près de 14 % des salariés de l'arrondissement. Dix ans auparavant, seuls 7 % des salariés étaient confrontés à une telle situation. Plus d'un salarié sur deux en situation de précarité professionnelle avait un contrat à durée déterminée. La précarité du travail mesurée lors du recensement de la population de 1999 était plus mar-

quée pour les femmes : près de 17 % d'entre elles occupaient un emploi précaire, contre 12 % pour les hommes.

Cette précarité de l'emploi s'est fortement amplifiée chez les jeunes salariés au cours des années 90. Dans l'arrondissement de Vire, quatre jeunes salariés de 15 à 24 ans sur dix étaient en situation de précarité professionnelle en 1999 (CDD, intérim et emploi aidé).

Neuf ans auparavant, deux sur dix seulement occupaient ce type d'emploi. Toute la palette des emplois précaires a progressé, en particulier l'intérim et les contrats à durée déterminée. En revanche, l'apprentissage, qui concerne davantage les moins de 20 ans, représentait 20 % des emplois des jeunes salariés en 1999 comme en 1990.

Conditions d'emploi des salariés de 15 à 24 ans dans l'arrondissement de Vire

	1990	1999
CDD	15,0%	20,5%
Interim	1,3%	10,5%
Emploi aidé	5,7%	9,0%
Apprentissage	20,5%	20,0%
Emplois stables	57,5%	40,0%
Ensemble	100,0%	100,0%

Source : INSEE, recensement de la population de 1999 (exploitation principale) et de 1990 (exploitation exhaustive)

DÉFINITIONS

Taux d'activité : le taux d'activité est égal à la part de la population active dans la population totale. Les inactifs comprennent les retraités, les élèves, les étudiants, les stagiaires non rémunérés, les femmes au foyer.

Travail précaire : sont considérés comme emplois précaires les contrats à durée déterminée (CDD), les emplois aidés et l'intérim.

Un territoire ouvrier

Les ouvriers forment une catégorie sociale toujours majoritaire dans l'arrondissement très industriel de Vire. Les deux tiers d'entre eux sont qualifiés. Le territoire offre relativement peu d'emplois tertiaires, et donc peu de postes d'employés. Quant aux cadres et professions intermédiaires, leur présence est elle aussi plus faible que dans l'ensemble de la région.

7 % des salariés virois ont 55 ans ou plus, contre 9 % sur la Basse-Normandie tout entière. Le renouvellement des salariés concernés par les départs en retraite pourrait être un enjeu un peu moins fort qu'en région dans les toutes prochaines années.

UN TERRITOIRE TRÈS INDUSTRIEL ET DONC OUVRIER

Les emplois d'ouvriers restent majoritaires dans l'arrondissement de Vire en 2004. Ils représentent 51 % des emplois salariés, contre seulement 38 % à l'échelle de la région. Deux facteurs concourent à cette prédominance. D'une part, l'industrie occupe une place importante dans l'emploi local. Alors que seuls 21 % des emplois salariés dans la région sont liés à ce secteur, 34 % en dépendent dans l'arrondissement de Vire, en raison notamment du poids de la sous-traitance automobile, de l'industrie agroalimentaire ou

encore de l'imprimerie. D'autre part, au sein même de ces secteurs industriels, les emplois d'ouvriers sont plus fréquents qu'en moyenne dans la région. Mais c'est aussi le cas dans les services. L'intérim emploie par exemple plus d'ouvriers que la moyenne régionale étant donné le caractère industriel du territoire. Le secteur des transports, particulièrement présent dans l'arrondissement, participe aussi de la forte proportion d'ouvriers, les chauffeurs routiers étant assimilés à des ouvriers qualifiés.

INDICATEURS

Part des ouvriers ayant un emploi qualifié : **66 %**
(Basse-Normandie : 68 %)

Part d'emplois de cadres (emplois salariés) : **6 %**
(Basse-Normandie : 8 %)

Moindre féminisation de la main d'œuvre : **43 % des postes sont occupés par des femmes**
(Basse-Normandie : 45 %)

DEUX OUVRIERS SUR TROIS ONT UN TRAVAIL QUALIFIÉ

Répartition des emplois salariés en 2004 selon leur qualification (arrondissement de Vire)

	Chefs d'entreprise et cadres	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers qualifiés	Ouvriers non qualifiés	Total	Nombre d'emplois salariés (*)
INDUSTRIE	6,8%	13,8%	8,5%	47,4%	23,5%	100,0%	6 463
dont :							
- biens intermédiaires	7,2%	14,4%	10,3%	43,9%	24,2%	100,0%	2 120
- biens d'équipement	9,0%	19,1%	6,0%	41,0%	24,9%	100,0%	1 729
- agroalimentaire	3,9%	7,2%	9,8%	63,1%	16,0%	100,0%	1 116
- biens de consommation	4,6%	8,7%	10,6%	54,7%	21,4%	100,0%	809
- automobile	7,2%	13,3%	3,6%	40,9%	35,0%	100,0%	635
CONSTRUCTION	2,8%	10,0%	6,9%	65,3%	15,0%	100,0%	1 137
COMMERCE	6,0%	19,6%	48,2%	21,6%	4,6%	100,0%	2 343
SERVICES	6,2%	17,4%	37,7%	22,9%	15,8%	100,0%	8 801
dont :							
- éducation, santé, action sociale	6,4%	25,1%	57,1%	10,7%	0,7%	100,0%	3 102
- services aux entreprises	5,6%	11,5%	15,7%	24,1%	43,1%	100,0%	2 237
- transports	2,0%	5,7%	6,9%	71,1%	14,3%	100,0%	1 428
- administration	11,9%	18,1%	63,6%	3,1%	3,3%	100,0%	1 055
- services aux particuliers	5,4%	13,8%	47,9%	12,1%	20,8%	100,0%	755
ENSEMBLE	6,2%	16,0%	27,1%	33,7%	17,0%	100,0%	18 744

Source : Insee, DADS 2004 au lieu de travail (champ : secteurs privé et semi-public, hors agriculture)

(*) : il s'agit du nombre de postes de travail (emplois salariés) et non du nombre de personnes salariées

Répartition des emplois salariés en 2004 selon leur qualification (Basse-Normandie)

	Chefs d'entreprise et cadres	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers qualifiés	Ouvriers non qualifiés	Total	Nombre d'emplois salariés (*)
INDUSTRIE	8,6%	17,7%	8,5%	46,2%	18,6%	100,0%	107 033
dont :							
- biens intermédiaires	9,2%	16,3%	6,9%	45,7%	21,6%	100,0%	33 773
- biens d'équipement	11,6%	22,6%	7,2%	43,5%	14,9%	100,0%	16 307
- agroalimentaire	5,1%	9,3%	15,1%	47,3%	23,1%	100,0%	23 455
- biens de consommation	11,3%	16,2%	7,8%	44,6%	19,8%	100,0%	14 069
- automobile	6,0%	15,4%	2,5%	58,1%	17,7%	100,0%	11 435
CONSTRUCTION	4,2%	11,1%	6,1%	66,4%	12,1%	100,0%	37 162
COMMERCE	7,0%	17,6%	48,1%	21,4%	5,6%	100,0%	76 713
SERVICES	9,1%	22,4%	42,6%	14,1%	11,6%	100,0%	291 258
dont :							
- éducation, santé, action sociale	8,6%	31,6%	51,3%	4,2%	4,0%	100,0%	81 422
- services aux entreprises	8,6%	15,8%	24,8%	20,6%	30,0%	100,0%	84 463
- transports	3,9%	8,6%	14,8%	66,8%	5,7%	100,0%	20 099
- administration	13,8%	22,6%	57,7%	2,6%	3,1%	100,0%	48 689
- services aux particuliers	5,8%	15,0%	63,1%	13,7%	2,2%	100,0%	37 262
ENSEMBLE	8,3%	19,9%	33,6%	25,7%	12,2%	100,0%	512 166

Source : Insee, DADS 2004 au lieu de travail (champ : secteurs privé et semi-public, hors agriculture)

(*) : il s'agit du nombre de postes de travail (emplois salariés) et non du nombre de personnes salariées

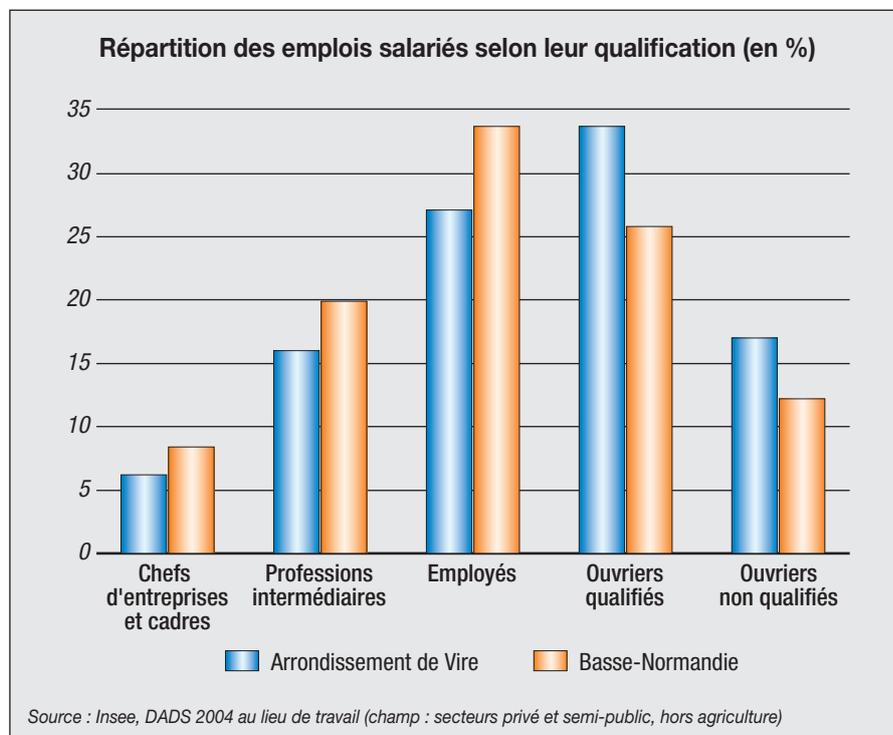
Dans l'arrondissement de Vire, les emplois ouvriers sont pour deux tiers d'entre eux qualifiés. C'est à peu de choses près la proportion régionale. Mais d'un secteur à l'autre la correspondance arrondissement-région ne se vérifie pas

toujours. L'industrie agroalimentaire est par exemple davantage consommatrice de travail qualifié à Vire que dans la région. À l'exception également du secteur de l'imprimerie, les autres industries locales ont en revanche tendance

à avoir moins recours aux ouvriers qualifiés. De manière induite, les postes d'ouvriers proposés par les agences d'intérim sont encore plus majoritairement que dans la région des emplois sans qualification.

MOINS D'ACTIVITÉS TERTIAIRES, DONC MOINS D'EMPLOYÉ(S)

Les postes d'employés ne représentent quant à eux que 27 % des emplois salariés de l'arrondissement, soit presque 7 points de moins que la moyenne régionale. Cet écart est à rapprocher du peu d'emplois tertiaires sur le territoire (60 % des emplois salariés contre 72 % au niveau régional) puisque pour leur grande majorité (88 %), ces employés travaillent dans le commerce ou les services. Ils, ou plutôt elles car 8 employés sur 10 sont des femmes, sont nombreux notamment à œuvrer dans les grandes surfaces, ainsi que dans le domaine de la santé et de l'action sociale (centres hospitaliers de Vire et d'Aunay-sur-Odon, maisons de retraite et CAT notamment).



CADRES ET PROFESSIONS INTERMÉDIAIRES SE FONT RARES

Les fonctions d'encadrement sont un peu moins présentes dans l'arrondissement qu'en moyenne dans la région. Les cadres y pèsent 6 % des emplois

salariés contre 8 % en Basse-Normandie. Les professions intermédiaires sont aussi moins représentées (16 % contre 20 %). Ce « déficit » en personnel

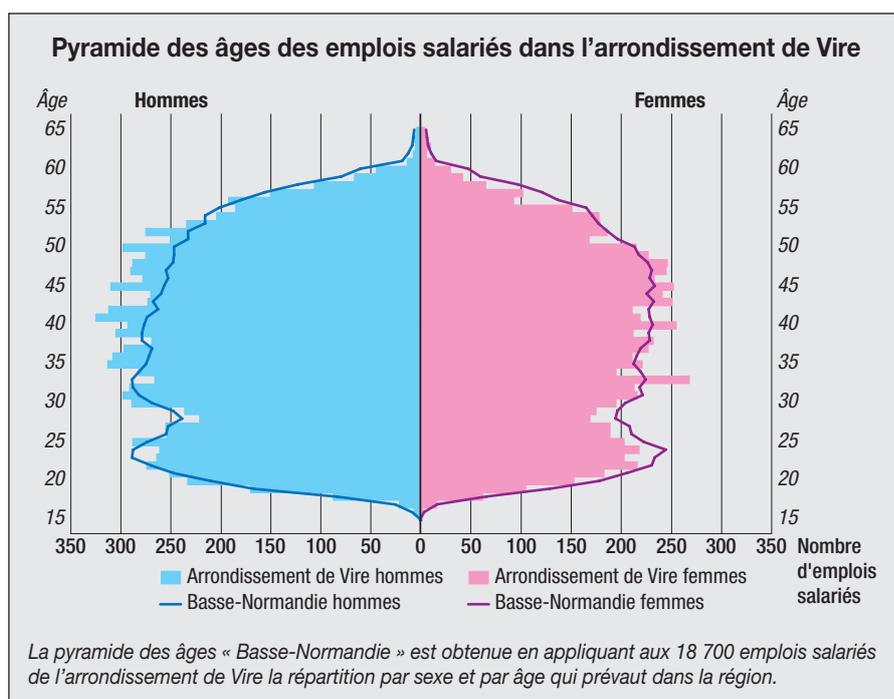
d'encadrement existe dans quasiment toutes les activités. C'est cependant dans le commerce qu'il est le moins sensible.

UNE MOINDRE FÉMINISATION DES EMPLOIS

Avec trois hommes pour une femme parmi la catégorie socioprofessionnelle la plus représentée (les ouvriers), l'arrondissement de Vire ne peut que se caractériser par une moindre féminisation de ses emplois salariés (43 % contre 45 % dans la région).

La moitié des emplois salariés occupés par les femmes sont des postes d'employées. Dans ces fonctions, elles sont ainsi nettement majoritaires (8 emplois sur 10), comme peuvent l'être les hommes parmi les ouvriers.

Parmi les cadres, déjà peu nombreux sur Vire, les femmes sont encore plus minoritaires que dans la région (26 % contre 30 %).



UNE PLACE DE CHOIX POUR LES QUADRAGÉNAIRES

Vire se caractérise en outre (par rapport au « modèle » bas-normand) par une relative rareté des salariés en début et en

fin de carrière. Les salariés âgés de 35 à 50 ans sont en effet plus fréquents dans l'arrondissement que dans la ré-

gion, surtout chez les hommes mais aussi chez les femmes. Le renouvellement des salariés concernés par les départs en retraite dans les cinq ou dix ans à venir pourrait ainsi être un enjeu un peu moins fort que dans le reste de la région. Cependant, cette problématique intéresse tout de même un tiers des postes de cadres actuels. Et le secteur du transport, très présent localement, devra faire face à terme au remplacement de près d'un quart de ses effectifs, âgé aujourd'hui de 50 ans ou plus.

Place des emplois salariés occupés par des personnes de 50 ans ou plus

	Arrondissement de Vire		Basse-Normandie	
	Nombre	Part	Nombre	Part
Chefs d'entreprise et cadres	393	33,9 %	14 108	33,0 %
Professions intermédiaires	625	20,9 %	22 491	22,0 %
Employés	873	17,2 %	29 858	17,3 %
Ouvriers qualifiés	1 138	18,0 %	24 747	18,7 %
Ouvriers non qualifiés	487	15,3 %	9 262	14,8 %
Ensemble	3 516	18,8 %	100 466	19,6 %

Source : Insee, DADS 2004 au lieu de travail
(Champ : secteurs privé et semi-public, hors agriculture)

DÉFINITIONS

Industrie des biens de consommation : l'industrie des biens de consommation comprend l'habillement, le cuir, l'édition, l'imprimerie, la reproduction, la pharmacie, l'entretien et les industries de l'équipement du foyer.

Industrie des biens d'équipement : l'industrie des biens d'équipement comprend la construction navale, aéronautique et ferroviaire, les

industries des équipements mécaniques et les industries des équipements électriques et électroniques.

Industrie des biens intermédiaires : l'industrie des biens intermédiaires comprend les industries des produits minéraux, les industries du textile, les industries du bois et du papier, la chimie, le caoutchouc, le plastique, la métallurgie

et la transformation des métaux ainsi que l'industrie des composants électroniques.

Services aux entreprises : les services aux entreprises comprennent les postes et les télécommunications, le conseil et l'assistance, les services opérationnels et la recherche et développement.

NOTE SUR LA SOURCE UTILISÉE

Cette étude sur les qualifications utilise la source DADS (Déclaration Annuelle de Données Sociales). Sont exclus de cette source, par nature ou pour les besoins de l'étude, les non salariés, les salariés de l'agriculture, des services domestiques et des organismes de l'État, ainsi que les apprentis, les stagiaires et les « petits boulots » annexes.

L'emploi

Au cours des années 90, la forte diminution de l'emploi agricole a entraîné celle de l'emploi total dans le bassin de Vire-Condé. L'emploi salarié a progressé dans des proportions comparables à celles de la Basse-Normandie, grâce notamment au développement de l'emploi public.

Si la fin de la décennie est profitable à l'emploi, deux fois moins intensément cependant à Vire-Condé qu'ailleurs, le début des années 2000 voit à nouveau l'emploi du bassin d'emploi baisser, l'industrie étant touchée par les restructurations.

LA BAISSÉ DE L'EMPLOI TOTAL RÉSULTE DE LA CONTRACTION DE L'EMPLOI AGRICOLE

Au cours de la décennie 90, l'emploi total diminue dans le bassin de Vire-Condé : - 900 emplois. Exprimée en termes relatifs, la baisse s'élève à - 4,0 %, soit une évolution opposée à celle de la Basse-Normandie tout entière (+ 0,4 %). Ce résultat, défavorable pour Vire-Condé, s'explique par l'ampleur de la diminution de l'emploi non salarié : celle-ci atteint - 35,4 % à Vire, au lieu de - 26,4 % en Basse-Normandie. Elle est à mettre au compte de l'agriculture : en effet, neuf emplois non salariés perdus sur dix sont des emplois d'exploitants agricoles, dont le nombre a diminué de 48 % sur la période. L'effet de cette baisse est d'autant plus intense que le poids de l'emploi non salarié dans l'emploi total à Vire-Condé (18,3 %

en 1999) est supérieur de 3,6 points à ce qu'il représente au niveau régional (14,7 %). L'emploi salarié, pour sa part, progresse à Vire-Condé (+ 7,7 %) dans des proportions comparables à celles de la Basse-Normandie (+ 7,3 %), mais force est de constater que l'emploi salarié du secteur public vient à la rescousse de celui du secteur privé. En effet, l'emploi salarié du secteur public, sous-représenté à Vire-Condé (24 % de l'emploi salarié, au lieu de 29% au niveau régional) se développe (+ 6,3 %), pendant qu'il régresse en Basse-Normandie (- 7,4 %). Cette évolution favorable permet de compenser la moindre vigueur de l'emploi salarié du secteur privé à Vire-Condé : + 8,2 % contre + 14,8 % au niveau régional.

L'emploi salarié en 1990 et en 1999

Emploi total	R.P. 1990		R.P. 1999	
	Nombre	%	Nombre	%
Salariés	16 576	72,8	17 858	81,7
Secteur public	4 008	17,6	4 260	19,5
Secteur privé	12 568	55,2	13 598	62,2
Non salariés	6 184	27,2	3 994	18,3
ENSEMBLE	22 760	100,0	21 852	100,0

Source : Insee

L'EMPLOI DU SECTEUR SECONDAIRE RÉGRESSE ET CELUI DU SECTEUR TERTIAIRE SE DÉVELOPPE

Comme pour l'ensemble de la région bas-normande, l'emploi du secteur secondaire a diminué, dans le bassin de Vire-Condé, au cours des années

quatre vingt dix. Il s'avère toutefois que le secteur secondaire a relativement moins perdu d'emplois à Vire-Condé qu'en Basse-Normandie et ce, aussi

bien dans l'industrie (- 6 % à Vire-Condé, - 10 % en Basse-Normandie) que dans la construction (- 8 % à Vire-Condé, - 11 % au niveau régional).

INDICATEURS

Nombre d'emplois en 1999 :

21 850 (4,0 %)

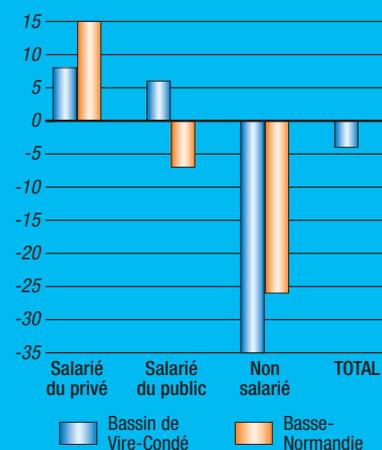
Basse-Normandie : 539 900 (100 %)

Évolution de l'emploi total de 1990 à 1999 :

- 900

Basse-Normandie : + 2 100

Évolution de l'emploi de 1990 à 1999 par statut :



Évolution de l'emploi du secteur privé :

• de fin 1997 à fin 2000 : **+ 670**

• de fin 2000 à fin 2005 : **- 480**

Bien que sous-représenté (il compte pour 57,4 % de l'emploi salarié total, contre 69,1 % en Basse-Normandie), l'emploi du secteur tertiaire dans le bassin d'emploi de Vire-Condé progresse plus rapidement qu'au niveau régional : respectivement + 15 % et + 19 % dans le commerce et dans les services, contre + 10% et + 17 % pour la Basse-Normandie.

L'emploi salarié : évolution par secteur de 1990 à 1999

	Vire		Basse-Normandie
	Nombre	%	%
Agriculture	+177	n.s.	+14
Industrie	-431	-6	-10
Construction	-64	-8	-11
Commerce	+254	+15	+10
Services	+1 346	+19	+17
TOTAL	+1 282	+8	+7

Source : Insee

LES EMPLOIS CRÉÉS DANS L'IMPRIMERIE ET LES INDUSTRIES AGRO-ALIMENTAIRES NE COMPENSENT PAS LES PERTES DE LA PRODUCTION DE PRODUITS MINÉRAUX, DU TEXTILE-HABILLEMENT ET DE L'INDUSTRIE AUTOMOBILE ET AÉRONAUTIQUE

Sur les 430 emplois perdus par l'industrie entre 1990 et 1999, 230 sont imputables à la production de produits minéraux, en raison de la diminution de l'effectif de la société HONEYWELL - ex-VALEO - à Condé sur Noireau. Deux autres secteurs industriels ont perdu un nombre significatif d'emplois au cours de la décennie : il s'agit du textile-

habillement - 200 emplois perdus -, avec notamment la disparition de la Compagnie Financière de Fabrication à Vire et de l'industrie automobile et aéronautique - 190 emplois perdus -, à la suite de la restructuration du groupe LABINAL à Vire. Les pertes d'emploi de ces trois secteurs n'ont été que partiellement compensées par les

créations d'emplois intervenues dans deux autres secteurs : 110 dans les industries agro-alimentaires (sociétés AMAND et NORMANDISE à Vire) et 220 dans l'édition-imprimerie-reproduction (sociétés CORLET et TONNELIER à Condé sur Noireau).

LES SERVICES OPÉRATIONNELS, LA SANTÉ ET L'ACTION SOCIALE SONT LES PLUS GROS POURVOYEURS D'EMPLOIS DU SECTEUR TERTIAIRE

La dynamique de l'emploi du secteur tertiaire s'est portée dans le commerce et, plus précisément, dans le commerce et la réparation automobile (+ 110 emplois, + 38%) et dans le commerce de détail (+ 110 emplois, +14%). Elle s'est répandue dans la quasi-totalité des activités de services et notamment le conseil et l'assistance (+ 150 emplois, + 63 %), l'éducation (+ 130 emplois, + 10 %)

L'emploi salarié du secteur tertiaire

Emploi salarié du tertiaire	1999	Évolution 90-99	
		Nombre	%
TOTAL	8 648	1 600	19
dont :			
Conseil et assistance	377	+145	+63
Services opérationnels	654	+414	x2,7
Éducation	1 507	+131	+10
Santé, action sociale	2 609	+693	+36
Administration publique	1 118	+130	+13

Source : Insee

et l'administration publique (+ 130 emplois, + 13 %). Toutefois, c'est dans les secteurs des services opérationnels (+ 410 emplois, x 2,7) et de la santé et de l'action sociale (+ 690 emplois, + 36 %) qu'elle a été la plus productive en emplois nouveaux.

LA BONNE CONJONCTURE DE LA FIN DES ANNÉES 90 PROFITE À L'EMPLOI DE FIN 1997 À FIN 2000, DEUX FOIS MOINS RAPIDEMENT CEPENDANT À VIRE-CONDÉ QU'EN BASSE-NORMANDIE

La fin de la décennie 90 se caractérise par une reprise de l'activité économique, profitable à l'emploi. Le bassin de Vire-Condé bénéficie de ce mouvement, à un rythme deux fois moins rapide, toutefois, qu'en moyenne régionale : l'emploi du secteur privé progresse de + 5,1 % à Vire-Condé, sur la période des trois années 1998, 1999 et 2000 ; dans le même temps, la croissance de l'emploi atteint + 11,3 % pour la Basse-Normandie. L'emploi augmente dans

tous les secteurs d'activité mais, hormis celui de la construction, pour lequel la croissance de l'emploi à Vire-Condé (+ 15,8 %) est supérieure à celle de la Basse-Normandie (+ 13,0 %), tous les autres secteurs connaissent un rythme moindre dans le bassin qu'en moyenne régionale. Ce constat s'applique, en effet, au commerce (+ 0,8 % à Vire-Condé, + 7,8 % en Basse-Normandie), aux services (+ 13,0 % à Vire-Condé, + 18,6 % en Basse-Normandie), ainsi

qu'à l'industrie (+ 0,1 % contre + 3,7 %). Dans ce dernier secteur, les pertes d'emploi de l'industrie des produits minéraux (- 140) et de l'industrie du textile et de l'habillement (- 100) sont compensées par le dynamisme des industries agro-alimentaires (+ 180), de l'imprimerie-édition (+ 50) et de la métallurgie et de la transformation de métaux (+ 40).

LA PREMIÈRE MOITIÉ DE LA DÉCENNIE 2000 N'EST PAS PROFITABLE À L'EMPLOI DANS LE BASSIN DE VIRE-CONDÉ

Au cours des cinq premières années de la décennie 2000, soit entre fin 2000 et fin 2005, l'emploi salarié croît modérément en Basse-Normandie (+ 0,8 %). Tel n'est pas le cas du bassin de Vire-Condé, dont l'emploi recule sensiblement au cours de la période : - 3,5 %. Cette diminution correspond à la perte de 480 emplois, annihilant ainsi une grande partie du gain enregistré entre la fin de l'année 1997 et la fin de l'année 2000 (+ 670). La détérioration de la situation de l'emploi de 2001 à 2005 dans le bassin de Vire-Condé s'explique par une moindre croissance qu'au niveau régional dans les secteurs de la construction (+ 9,5 % à Vire-Condé, + 12,0 % en Basse-Normandie), du commerce (+ 1,0 % à Vire-Condé, + 5,6 % pour l'ensemble du territoire régional) et des services (+ 5,7 %, contre + 6,2 %).

L'emploi privé du secteur marchand non agricole

	Fin 1997	Fin 2000	Fin 2005	1997/2000	2000/2005
Industrie	6 360	6 365	5 517	+5	-848
Construction	778	901	987	+123	+86
Commerce	1 880	1 895	1 914	+15	+19
Services	4 042	4 568	4 827	+526	+259
TOTAL	13 060	13 729	13 245	+669	-484

Source : ASSEDC

La baisse de l'emploi, sur la période, à Vire-Condé, tient également au poids de l'industrie dans l'emploi salarié total : 41,7 %, soit 15,6 points de plus que pour la Basse-Normandie tout entière (26,1 %). C'est ainsi que la diminution de l'emploi industriel à Vire-Condé (- 13,3 %) quasiment identique à celle de la Basse-Normandie (- 13,2 %) impacte l'emploi total à hauteur de - 5,5 % à Vire-Condé, contre - 3,4 % au niveau régional.

Parmi les 850 emplois industriels perdus entre 2001 et 2005, 500 l'ont été dans deux entreprises : la société SYLEA à Vire, dans l'industrie des composants électriques et électroniques, qui a cessé son activité en 2001 et la société HONEYWELL à Condé sur Noireau, dans l'industrie des produits minéraux.

L'EMPLOI DES TRÈS PETITES ENTREPRISES RÉSISTE, MALGRÉ DES DIFFICULTÉS DE RENOUVELLEMENT CERTAINES

Comme précisé ci-dessus, le début de la décennie 2000 constitue une période difficile pour l'emploi dans le bassin de Vire-Condé (au cours de la période 2000/2005, l'emploi salarié du secteur marchand non agricole y a diminué de 3,5 %, pendant qu'il progressait de 3,2 % dans le Calvados et de 0,8 % en Basse-Normandie). Si ces difficultés n'ont pas épargné les très petites entreprises (celles ayant moins de 10 salariés), force est de reconnaître que l'emploi a mieux résisté dans cette tranche de taille d'entreprise : il a légèrement augmenté (+ 1,3 %) pendant qu'il diminuait sensiblement dans les établissements d'au moins 10 salariés (- 4,8 %). En particulier, l'emploi

Évolution du nombre d'établissement (N) et de l'emploi (E) des TPE de 2000 à 2005

	VIRE		CALVADOS		BASSE-NORMANDIE	
	N	E	N	E	N	E
Nombre	-28	+36	+180	+1 796	+121	+2 204
%	-3,0	+1,3	+1,3	+4,3	+0,4	+2,6

Source : DRTEFP, ASSEDC

dans les TPE a été dynamique dans les secteurs du conseil et de l'assistance, de la construction, des hôtels-restaurants, des biens d'équipement mécanique et de la santé et de l'action sociale.

Ceci posé, le tissu des T.P.E. a des difficultés accrues à se renouveler, dans le bassin de Vire-Condé.

En effet, entre fin 2000 et fin 2005, le nombre de T.P.E. a diminué de 3,0 %, alors qu'il a progressé respectivement de 1,3 % et de 0,4 % pour le Calvados et la Basse-Normandie.

La **tendance** du **chômage** et les **risques d'exclusion**

Avec un taux de chômage parmi les plus faibles du territoire régional, le bassin de Vire-Condé connaît des tensions moins aiguës qu'ailleurs sur le marché du travail. Pour autant, le chômage y a baissé deux fois moins rapidement qu'en Basse-Normandie, au cours des deux dernières années, les femmes, les jeunes et les travailleurs handicapés étant particulièrement exposés. Malgré l'existence de risques d'exclusion relativement limités et également une prise en charge satisfaisante des publics prioritaires par les mesures du Plan de Cohésion Sociale, la fréquence relativement élevée des minima sociaux, notamment sur les cantons de Vire et de Condé sur Noireau, est révélatrice d'une exclusion sociale et professionnelle réelle.

LA BAISSÉ DU CHÔMAGE DEPUIS DEUX ANS, DEUX FOIS MOINS RAPIDE DANS LE BASSIN DE VIRE-CONDÉ QU'EN BASSE-NORMANDIE...

De juin 2004 à juin 2006, la diminution du chômage dans le bassin de Vire-Condé a porté sur 110 personnes, ce qui représente une baisse relative de 5,1 %,

deux fois moins importante que celles du Calvados (- 9,8 %) et de la Basse-Normandie tout entière (- 10,9 %).

Évolution du chômage (catégories 1 + 6) *

	Bassin de Vire-Condé	Calvados	Basse-Normandie
Juin 2004	2 147	30 947	61 235
Juin 2006	2 038	27 928	54 542
Évolution			
Nombre	- 109	- 3 019	- 6 693
%	- 5,1	- 9,8	- 10,9

Source : DRTEFP, ANPE

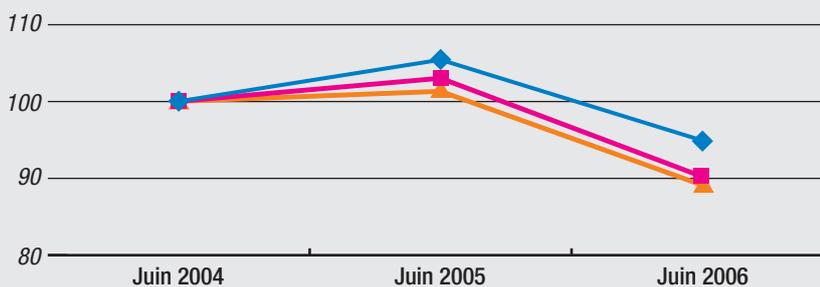
* Catégorie. 1 : personnes sans emploi, immédiatement disponibles à la recherche d'un emploi à durée indéterminée à temps plein - Catégorie 6 : id. ayant travaillé plus de 78 heures dans le mois.

...PROVIENT D'UNE HAUSSE PLUS FORTE LA PREMIÈRE ANNÉE ET D'UNE MOINDRE BAISSÉ AU COURS DE LA DEUXIÈME

Pendant que le chômage progressait de 5,4 % entre juin 2004 et juin 2005, puis déclinait de 9,9 % entre juin 2005 et juin 2006, dans le bassin de Vire-Condé, il augmentait respectivement de 3,0 % et

de 1,3 %, la première année, et baissait de 12,4 % et 12,1 %, la deuxième, dans le département du Calvados et au niveau régional.

Évolution du chômage (catégories 1 + 6) entre juin 2004 et juin 2006



Source : DRTEFP, ANPE ◆ Vire ■ Calvados ▲ Basse-Normandie

INDICATEURS

Évolution du chômage en 2 ans (06/04 à 06/06) :

- 5,1 %

Basse-Normandie : - 10,9 %

Taux de chômage en juin 2006 :

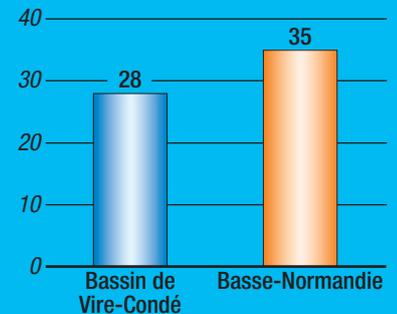
Zone d'emploi de Vire : 6,9 %

Basse-Normandie : 8,4 %

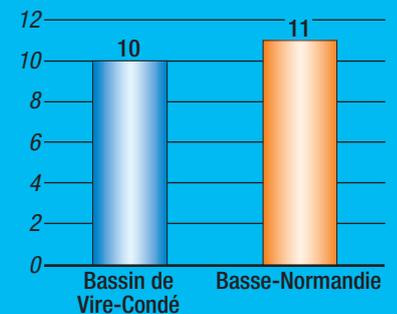
Densité du RMI et de l'ASS (*) :

% de bénéficiaires dans la population totale de 25 à 64 ans

RMI



ASS



(*) RMI : Revenu Minimum d'Insertion

ASS : Allocation Spécifique de Solidarité

UNE INSERTION DIFFICILE POUR LES FEMMES ET POUR LES JEUNES...

L'évolution du chômage, par sexe et âge, est systématiquement moins favorable dans le bassin de Vire-Condé qu'au niveau régional, à l'exception des demandeurs d'emploi âgés de 50 ans et plus (- 14 % à Vire-Condé, - 8 % en Basse-Normandie). La baisse est moins intense à Vire-Condé pour les hommes (- 7 %, - 12 % en Basse-Normandie) et pour les adultes d'âge intermédiaire (- 7 %, contre - 11 % en Basse-Normandie). Pour les femmes, la baisse du chômage est limitée à 3 %, soit un rythme trois fois moins rapide que celui de la Basse-Normandie (-9 %). En ce qui concerne les jeunes de moins de 25

ans, le chômage augmente à Vire-Condé (+ 8 %), alors qu'il diminue de 12 % pour la Basse-Normandie tout entière.

Les femmes et les jeunes apparaissent comme deux catégories fragilisées sur le marché du travail : leur poids dans le chômage global (respectivement 54,3 % et 21,5 %) est sensiblement supérieur à la moyenne régionale (51,0 % pour les femmes, 19,9 % pour les jeunes). D'autre part, 67 % des

Évolution du chômage (catégories 1 + 6) par sexe et âge (entre juin 2004 et juin 2006)

	Bassin de Vire Condé	Basse-Normandie
Hommes	- 7,4 %	- 12,4 %
Femmes	- 3,1 %	- 9,4 %
- 25 ans	7,6 %	- 12,4 %
25 à 49 ans	- 6,7 %	- 11 %
50 ans et +	- 14,2 %	- 8,4 %

Source : DRTEFP, ANPE

jeunes chômeurs ont un niveau de formation initiale inférieur au niveau bac, soit une proportion supérieure de deux points et demi à la moyenne bas-normande.

...ET DAVANTAGE ENCORE POUR LES TRAVAILLEURS HANDICAPÉS

Les demandeurs d'emploi reconnus handicapés connaissent une situation particulièrement difficile dans le bassin de Vire-Condé. Au nombre de 320 (toutes catégories de demandeurs confondues), fin juin 2006, ils représentent 11,6 % de l'ensemble des demandeurs d'emploi du territoire, soit 2,4 points de plus que la moyenne régionale (9,2 %). D'autre part, ce nombre a diminué, au cours des deux dernières années (2,2 %), nettement moins rapidement qu'en Basse-Normandie (- 5,3 %) et

ce public présente des caractéristiques structurelles qui renforcent ses difficultés d'insertion professionnelle :

- le poids des seniors parmi les demandeurs d'emploi reconnus handicapés atteint 24,8 % à Vire-Condé, soit une proportion inférieure à la moyenne régionale mais nettement supérieure à celle qui s'applique à l'ensemble du chômage du territoire (13,4 %) ;
- le chômage de longue durée concerne près d'un demandeur d'emploi reconnu handicapé sur deux à Vire-

Condé (47,8 %), soit une proportion supérieure tant à la moyenne régionale pour ce public (45,2 %) qu'à celle concernant l'ensemble du chômage de Vire-Condé (33,9 %) ;

- 61,3 % des demandeurs d'emploi reconnus handicapés dans le bassin de Vire-Condé sont sans qualification : cette proportion dépasse de 8,4 points celle qui concerne ce même public au niveau régional et de 10,7 points celle des non qualifiés dans l'ensemble du chômage de Vire-Condé.

UNE PRISE EN CHARGE DES PUBLICS EN EXCLUSION PAR LES MESURES DU PLAN DE COHÉSION SOCIALE SUPÉRIEURE À LA MOYENNE RÉGIONALE

Sur les trois mesures du Plan de Cohésion Sociale destinées aux publics prioritaires (chômeurs de longue durée, bénéficiaires de minima sociaux) que sont le Contrat Initiative Emploi (CIE), le Contrat d'Accompagnement vers l'Emploi (CAE) et le Contrat d'Avenir (CAV), le bassin de Vire-Condé se situe à un niveau de prise en charge supérieur à la moyenne régionale. En effet, le nombre de bénéficiaires de ces trois mesures dans le bassin de Vire-Condé représente respectivement 4,0 %, 3,9 % et 5,9 % de l'ensemble des bénéficiaires de CIE, de CAE et de CAV en Basse-Normandie, alors que le poids des publics en exclusion (CLD, minima sociaux) à Vire-Condé, dans le total régional, est compris dans une fourchette allant de 3,0 % à 3,6 %.

Publics prioritaires de la politique de l'emploi : bénéficiaires des mesures CIE, CAE, CAV (stocks au 30 juin 2006)

	Bassin de Vire Condé	Basse-Normandie	% Vire
CIE			
Nombre de bénéficiaires	86	2 164	4,0
% CLD	58,1	60,7	
% Minima sociaux	5,8	15,9	
% T.H.	22,1	20,0	
CAE			
Nombre de bénéficiaires	151	3 871	3,9
% CLD	52,3	50,8	
% Minima sociaux	30,5	26,9	
% T.H.	12,6	14,2	
CAV			
Nombre de bénéficiaires	58	985	5,9
% CLD	62,1	64,1	
% Minima sociaux	94,8	98,6	
% T.H.	19,0	12,0	

Source : DRTEFP

Parmi les bénéficiaires d'un Contrat Initiative Emploi, près de six sur dix sont chômeurs de longue durée, 22 % sont travailleurs handicapés et 6 % sont bénéficiaires des minima sociaux.

Pour les Contrats d'Accompagnement dans l'Emploi, les proportions sont respectivement de 52 %, 31 % et 13 % de chômeurs de longue durée, de bé-

néficiaires de minima sociaux et de travailleurs handicapés.

Pour les Contrats d'Avenir, les bénéficiaires sont chômeurs de longue durée à hauteur de 62 %, bénéficiaires de minima sociaux pour 95 % des bénéficiaires et travailleurs handicapés pour 19 % d'entre eux. Ces proportions sont comparables à celles observées pour la

Basse-Normandie tout entière, à l'exception des bénéficiaires de minima sociaux et des travailleurs handicapés, sur-représentés à Vire-Condé pour le CAE et le CAV et des bénéficiaires de minima sociaux, sous-représentés pour le CIE.

DES TENSIONS ET DES RISQUES D'EXCLUSION SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL LIMITÉS

Les tensions sur le marché du travail sont limitées à Vire-Condé. Le taux de chômage de la zone d'emploi s'élève à 6,9 % de la population active, soit 1,5 point en-deçà de la moyenne régionale (8,4 %) : il est, après celui de St-Lô et d'Avranches-Granville (6,4 %), le moins élevé des taux de chômage des dix zones d'emploi de la Basse-Normandie. Comme cela a été souvent précisé, cette situation trouve sa justification dans le dépeuplement progressif du territoire et, tout particulièrement dans la fuite de ses forces vives (les 20-29 ans sont deux fois plus nombreux à quitter la zone qu'à y entrer). Ces tensions moins aiguës qu'ailleurs se conjuguent avec des risques d'exclusion du marché du travail moins forts qu'ailleurs également. Hormis la sur-représentation des jeunes, des femmes, et des travailleurs handicapés signalée plus haut, la plupart des indicateurs sur le chômage et l'exclusion sont inférieurs à la moyenne régionale. Ceci vaut notamment pour le chômage de longue durée (son poids dans le chômage global atteint 32,9 %, soit 2 points de moins que la moyenne régionale) et pour le chômage de très longue durée (11,8 % des chômeurs

sont dans cette situation, soit trois points de moins qu'en Basse-Normandie). Il s'applique également à 2 minima sociaux, à savoir le RMI et l'ASS dont la densité est inférieure dans le territoire à la moyenne régionale.

Allocataires des minima sociaux

	Bassin de Vire Condé	Calvados	Basse-Normandie
RMI			
Nombre	772	12 820	25 339
Densité (1)	28	39	35
ASS			
Nombre	266	3 965	8 005
Densité (1)	10	12	11
API			
Nombre	173	2 209	4 032
Densité (1)	14	13	12
AAH			
Nombre	755	8 437	20 908
Densité (1)	27	29	25
ASV			
Nombre	500	3 474	8 735
Densité (1)	44	34	34

Source : CROCS - ASSEDEC - données CAF-MSA-ASSEDEC au 31/12/2005

- A.P.I. : Allocation de Parent Isolé
- A.A.H. : Allocation d'Adulte Handicapé
- A.S.V. : Allocation Supplémentaire du Fonds de Solidarité Vieillesse

(1) Densité : Pour le RMI, l'ASS et l'AAH : part des allocataires dans la population totale des 25-64 ans en % - Pour l'ASV : part des allocataires dans la population des 65 ans et plus en % - Pour l'API : part des allocataires parmi les femmes âgées de 15 à 49 ans

LES MINIMA SOCIAUX : LES CANTONS DE VIRE ET DE CONDÉ-SUR-NOIREAU LES PLUS TOUCHÉS

Le caractère urbain des minima sociaux est un phénomène avéré : le bassin de Vire-Condé n'échappe pas à ce constat.

En effet, les cantons de Vire et de Condé-sur-Noireau, dont les chefs-lieux sont les deux plus grands pôles urbains de l'arrondissement, abritent un grand nombre de bénéficiaires de minima sociaux. Les deux cantons réunis concentrent 60 % de l'ensemble des bénéficiaires de minima sociaux de l'arrondissement, soit une proportion qui

dépasse de 10 points le poids des deux cantons dans la population des 25-64 ans du territoire.

Calculée en rapportant le nombre d'allocataires à la population de référence (le plus souvent celle âgée de 25 à 64 ans), la densité de bénéficiaires de minima sociaux est, hormis pour l'ASV, systématiquement supérieure à la moyenne du territoire pour Condé-sur-Noireau. Tel est le cas, également pour le canton de Vire, pour le RMI, l'AAH et l'ASV.

Le Revenu Minimum d'Insertion

La densité d'allocataires du RMI dans le bassin de Vire-Condé (28 %) se situe en-dessous de celle de la Basse-Normandie (35 %) et de celle du département du Calvados (39 %). À la différence des quatre autres cantons, qui présentent une densité inférieure à celle du bassin, celles des cantons de Vire (32 %) et de Condé sur Noireau (37 %) sont davantage comparables aux moyennes départementale et régionale.

L'Allocation Spécifique de Solidarité

10 personnes âgées de 25 à 64 ans sur mille perçoivent cette allocation dans le bassin de Vire-Condé, soit deux de moins que pour le Calvados tout entier et une de moins qu'en moyenne régionale. La distribution est fortement resserrée autour de la moyenne du territoire, Aunay-sur-Odon et Condé-sur-Noireau étant les deux seuls cantons à la dépasser (11 ‰). Dans le bassin, les allocataires de l'ASS sont relativement plus jeunes que dans l'ensemble du territoire régional : 37 % sont âgés de 40 à 49 ans (33 % au niveau régional) et 38 % ont au moins 50 ans (42 % en Basse-Normandie).

L'Allocation de Parent Isolé

Cette allocation est attribuée à 14 femmes âgées de 15 à 49 ans du territoire sur 1000, soit respectivement une et

deux de plus que dans le Calvados et qu'en Basse-Normandie. Le canton de Vire (14 ‰) se situe précisément dans la moyenne du bassin, ceux du Bény-Bocage (10 ‰), d'Aunay-sur-Odon (9 ‰) et de Saint-Sever-Calvados (8 ‰) étant en-dessous. Deux cantons présentent une densité de bénéficiaires de l'API au-dessus de la moyenne du territoire : il s'agit de Vassy (16 ‰) et surtout de Condé-sur-Noireau (24 ‰).

L'Allocation Adulte Handicapé

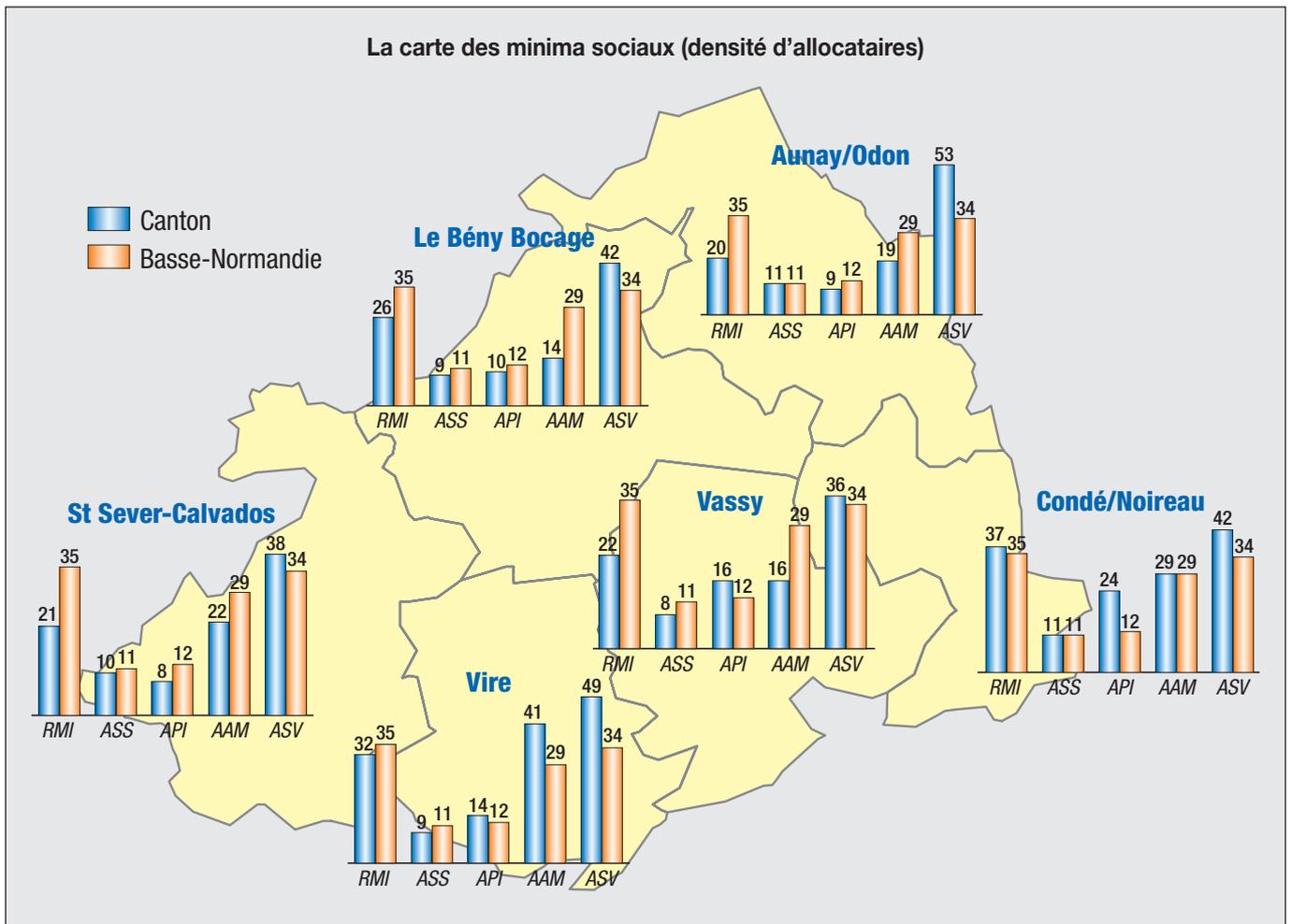
Ce minimum social est alloué à 27 personnes âgées de 25 à 64 ans sur 1 000, soit une proportion comprise entre celle du Calvados (25 ‰) et celle de la Basse-Normandie (29 ‰). Condé-sur-Noireau (29 ‰) se situe au-dessus de la moyenne mais est nettement dépassé par Vire (41 ‰). Les autres cantons du bassin ont une densité d'allocataires

de l'AAH inférieure à celle du territoire, dans une fourchette comprise entre 14 ‰ (Bény-Bocage) et 22 ‰ (St-Sever-Calvados).

L'Allocation Supplémentaire du Fonds de Solidarité Vieillesse

Elle est perçue par 44 personnes âgées de 65 ans et plus sur 1 000 dans le bassin de Vire-Condé, soit 10 de plus qu'en moyenne tant départementale que régionale. La densité des allocataires de l'ASV culmine à 49 ‰ dans le canton de Vire et à 53 ‰ dans celui d'Aunay-sur-Odon. Bien que plus élevée que la moyenne régionale, la densité de cette allocation dans les quatre autres cantons est sensiblement inférieure à celle des deux premiers : 42 ‰) pour le Bény-Bocage et Condé-sur-Noireau, 38 ‰ pour St-Sever-Calvados et 36 ‰ pour Vassy.

La carte des minima sociaux (densité d'allocataires)



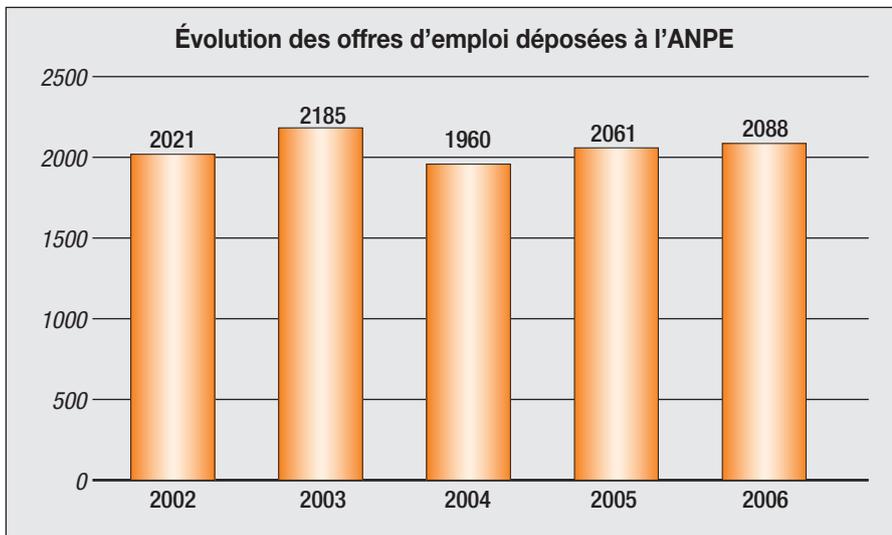
Les embauches et les tensions

La faible croissance de l'offre d'emploi en 2006 confirme le niveau, inférieur à la moyenne régionale, du courant d'embauche dans le bassin de Vire-Condé. Les offres d'emploi temporaire progressent, notamment dans la construction et dans le secteur tertiaire. Huit professions présentent des tensions de recrutement.

LA REPRISE DE L'OFFRE D'EMPLOI, AMORCÉE EN 2005, S'EST POURSUIVIE EN 2006...

Entre juillet 2005 et juin 2006, l'ANPE a collecté 2 090 offres d'emploi dans le bassin de Vire-Condé, soit un nombre proche de celui de l'année précédente (2 060). Exprimée en termes relatifs, l'augmentation s'élève à + 1,3 %, soit un rythme en retrait par rapport, tant à celui du département du Calvados (+ 5,6 %) qu'à celui de la Basse-Normandie (+ 5,5 %). Sur la période des deux dernières années, en revanche,

le flux des offres d'emploi progresse davantage à Vire-Condé (+ 6,5 %) que pour la région tout entière (+ 4,3 %). Malgré cette dernière évolution, le poids de Vire-Condé dans l'ensemble des offres d'emploi enregistrées au niveau régional est inférieur à son poids économique : le bassin compte pour 3,4 % des offres en 2005 et 3,2 % en 2006, alors qu'il représente 4 % de l'emploi régional.



Source : DRTEFP, ANPE

...MAIS S'EST SURTOUT PORTÉE SUR LES OFFRES D'EMPLOI D'UNE DURÉE COMPRISE ENTRE UN ET SIX MOIS.

Évolution des offres d'emploi déposées selon le type d'offre

Offres d'emploi	2005	2006	Évolution 06/05 en %	
			Arrondissement de Vire	Basse-Normandie
Durable	764	793	+ 3,8	+ 18,2
Temporaire	887	1 067	+ 20,3	+ 1,0
Occasionnel	410	228	- 44,4	- 14,8
Ensemble	2 061	2 088	+ 1,3	+ 5,5

Source : DRTEFP, ANPE

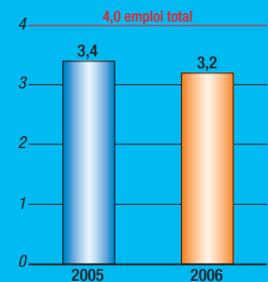
INDICATEURS

Offres d'emploi déposées à l'ANPE (07/05 à 06/06) :

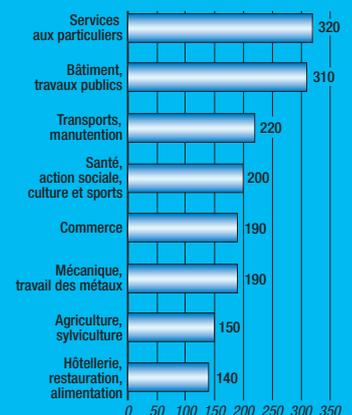
2 090 (3,2 %)

Basse-Normandie : 64 520 (100 %)

Poids du bassin de Vire-Condé dans les offres d'emploi en Basse-Normandie :



Domaines les plus recruteurs en 2006 dans le bassin de Vire-Condé :



Des tensions de recrutement dans des professions :

- du bâtiment
- industrielles
- du transport

La croissance modérée de l'offre d'emploi enregistrée en 2006 à Vire-Condé (+ 1,3 %) recèle, en réalité, des évolutions contrastées, si l'on prend en considération la durée de l'emploi offert. En effet, la croissance des offres ne provient que de celle du nombre d'offres d'emploi durable (CDI ou CDD de

plus de six mois), ainsi que de celle des offres d'emploi temporaire (d'une durée comprise entre un et six mois) : respectivement + 3,8 % et + 20,3 %. En revanche, les offres d'emploi occasionnel (d'une durée inférieure à un mois) sont en recul significatif : - 44,4 %. Ces évolutions diffèrent sensiblement de celles

constatées au niveau régional, où les offres d'emploi durable augmentent plus nettement qu'à Vire-Condé, pendant que les offres d'emploi temporaire stagnent et que les offres d'emploi occasionnel diminuent moins rapidement qu'à Vire-Condé.

PARMI LES PROFESSIONS DE LA PRODUCTION, LES EMBAUCHES PROGRESSENT DANS LES DOMAINES DE L'AGRICULTURE ET DU BÂTIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS ET DIMINUENT DANS CEUX DE LA MÉCANIQUE ET DU TRAVAIL DES MÉTAUX ET DU TRANSPORT ET DE LA MANUTENTION

Compte-tenu du caractère agro-industriel du territoire du bassin de Vire-Condé, il n'est pas surprenant de constater la pré-dominance des emplois de production dans les embauches : elles représentent 51 % de l'ensemble (en intégrant les professions du transport et de la manutention) à Vire-Condé, soit huit points de plus qu'au niveau régional (43 %). En outre, ce poids s'est renforcé au cours des deux dernières années, grâce à une progression des offres d'emploi dans ces professions (+ 10,8 %) plus rapide que dans les professions tertiaires (+ 2,3 %). En réalité, la progression des embauches dans les professions de la production repose sur celle de deux domaines professionnels : l'agriculture-sylviculture (+ 44,7 %) et le bâtiment et les travaux publics (+ 28,9 %). Même si ces embauches sont majoritairement précaires - la proportion d'offres d'emploi durable est de une sur cinq dans l'agriculture

Les domaines professionnels les plus recruteurs en 2006

	Offres déposées à l'ANPE	Dont offres durables (%)	Évolution sur 2 ans en %
Services aux particuliers	320	26,9	+ 5,6
Bâtiment - Travaux publics	312	34,9	+ 28,9
Transports, manutention	220	21,4	- 8,7
Santé, action sociale, cult. sport.	202	51,0	+ 10,4
Commerce	188	60,1	+ 13,3
Mécanique et travail des métaux	186	32,8	- 3,6
Agriculture-Sylviculture	149	18,8	+ 44,7
Hôtellerie-restauration-alimentation	144	60,4	- 15,8
Ensemble	2 088	38,0	+ 6,5

Source : DRTEFP, ANPE

et de une sur trois dans le bâtiment et les travaux publics -, la croissance des embauches dans ces deux domaines professionnels est le reflet du développement du salariat dans l'agriculture, d'une part, et de la bonne santé du secteur de la construction, d'autre part. Dans les autres professions de la pro-

duction, les embauches diminuent, notamment dans la mécanique et le travail des métaux (- 3,6 %), ainsi que dans le transport et la manutention (- 8,7 %), la première évolution n'étant pas sans lien avec la conjoncture difficile que connaît le secteur de la métallurgie.

DANS LES PROFESSIONS TERTIAIRES, LE COURANT D'EMBAUCHES AUGMENTE DANS LE COMMERCE, LES SERVICES AUX PARTICULIERS, LA SANTÉ, L'ACTION SOCIALE, LA CULTURE ET LE SPORT IL EST EN BAISSÉ DANS L'HÔTELLERIE-RESTAURATION-ALIMENTATION

La progression des offres d'emploi entre 2004 et 2006 s'est limitée à + 2,3 % dans les professions tertiaires, en raison d'évolutions contrastées. En effet, elles ont augmenté dans les professions du commerce (+ 13,3 %), des services aux particuliers (+ 5,6 %), et de la santé, de l'action sociale, de la culture et du sport (+ 10,4 %). À l'opposé, les offres ont di-

minué dans les professions de l'hôtellerie-restauration-alimentation (- 15,8 %). Cette dernière évolution est conforme à celle de la Basse-Normandie tout entière (- 9,9 %), l'année 2004 constituant un pic pour l'emploi dans le secteur de l'hôtellerie-restauration, avec la commémoration du soixantième anniversaire du débarquement dans la région.

Les professions de l'hôtellerie-restauration-alimentation offrent d'ailleurs, avec celles de la santé, de l'action sociale, de la culture, du sport et du commerce des embauches majoritairement stables (de 51 % dans celles de la santé à 60 % dans les deux autres domaines cités).

HUIT PROFESSIONS PRÉSENTENT DES TENSIONS DE RECRUTEMENT

Dans un contexte économique caractérisé par la baisse du chômage et par la croissance des offres d'emploi, les tensions de recrutement tendent à se renforcer. Elles sont repérées par la mesure du ratio de tension. Défini

comme le rapport entre l'offre et la demande d'emploi enregistrées, ce ratio est réputé exprimer des difficultés de recrutement, dès lors qu'il est supérieur à un. Encore convient-il de classer les professions dont le ratio de tension est

supérieur à un, en deux groupes. Le premier groupe comprend des professions dont le taux de demande d'emploi élevé est l'expression d'un réservoir de main-d'oeuvre substantiel. On y trouve notamment les agents d'entretien, les

professionnels des équipements sportifs et culturels, les éducateurs spécialisés, les conducteurs d'engins du BTP et les maraîchers-jardiniers. Le deuxième groupe est constitué de professions dont le faible taux de demande d'emploi est la traduction d'une relative pénurie sur le marché du travail et de réelles difficultés de recrutement. Ce groupe comprend huit professions qualifiées :

- quatre professions du bâtiment et des travaux publics : *plombiers-couvreur-chauffagistes, électriciens du bâtiment, charpentiers et menuisiers du bâtiment, maçons et professionnels du travail de la pierre,*
- une profession de la mécanique et du travail des métaux : *mécaniciens de véhicules,*
- une profession de la maintenance : *techniciens et agents de maîtrise de la maintenance et de l'organisation,*
- une profession des transports : *conducteurs de poids lourds et transport en commun,*
- une profession des industries légères : *ouvriers qualifiés du bois.*

Outre le fait que la plupart de ces professions comprennent un nombre limité

Professions en tensions de recrutement

Professions	Offres/Demandes (enregistrées) en 2006	Taux de demande d'emploi à fin juin 2006 (1)	Taux de satisfaction des offres d'emploi (%)
Plombiers, couvreurs, chauffagistes	2,3	5,3	90,3
Électriciens du Bâtiment	2,2	5,6	59,1
Charpentiers et menuisiers du bât.	2,0	5,3	88,2
Maçons et prof. du travail de la pierre	1,6	3,3	85,7
Mécaniciens de véhicules	1,2	6,0	86,7
TAM maintenance et organisation	1,1	8,3	72,4
Cond. p-l, t. en com. et rés. guidés	1,0	6,5	89,0
Ouvriers qualifiés du bois	1,0	8,3	60,7
Ensemble des professions sur l'arrondissement de Vire	0,6	8,7	86,4
Ensemble des professions sur la Basse-Normandie	0,7	9,1	87,5

(1) DEFM (catégories 1 + 6) rapportés à la population active ayant un emploi au RP 99 en %

Source : DRTEFP, ANPE

de demandeurs d'emploi, il convient de préciser que le taux de satisfaction des offres d'emploi par l'ANPE dépasse largement les 80 %, à l'exception cependant des *électriciens du bâtiment* et des *ouvriers qualifiés du bois*, pour lesquels le taux de satisfaction atteint 60 % et des *techniciens et agents de maîtrise de*

la maintenance et de l'organisation, où le taux de satisfaction s'élève à 72 %. Pour les cinq autres professions en tensions, le degré élevé de la satisfaction des offres limite la portée réelle des difficultés de recrutement.

L'ENQUÊTE DE L'ASSEDIC SUR LES BESOINS EN MAIN D'ŒUVRE DANS LE BASSIN DE VIRE-CONDÉ

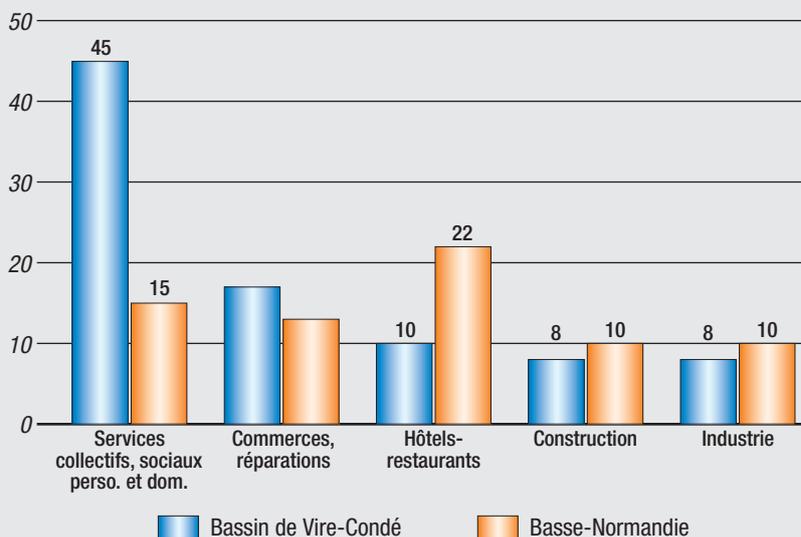
Au moment où l'ASSEDIC réalise son enquête annuelle 2006 sur les « Besoins en Main d'Oeuvre » en Basse-Normandie, les intentions de recrutement dans le bassin de Vire-Condé s'élèvent à 1 080. Seuls 19,0 % des établissements déclarent vouloir recruter dans l'année (la moyenne régionale étant de 21,9 %), résultat en baisse par rapport à 2005 où cette proportion atteignait 22,5 %. A noter que plus du quart des intentions sont exprimées par des établissements de moins de 5 salariés, ce qui est assez proche de la moyenne régionale. Les services collectifs, sociaux, personnels et domestiques regroupent à eux seuls 45 % des intentions d'embauche. Le commerce est le deuxième pourvoyeur de projets (17 %) alors que l'activité hôtels et restaurants n'occupe que la troisième place avec une centaine de postes recherchés.

En ce qui concerne les difficultés à recruter, le bassin de Vire-Condé est également en dessous de la moyen-

ne régionale. Dans 36,9 % des cas, les employeurs estiment avoir du mal à recruter (contre 39,1 % pour la Basse-Normandie). Les difficultés se sont atténuées, puisqu'un an auparavant, le taux atteignait 41,9 %.

En 2006, elles sont comparables au niveau régional dans la construction (79,5 %), mais nettement plus présentes dans l'industrie : 52,1 % au lieu de 38 % en Basse-Normandie.

Intentions de recrutement par secteur d'activité (% du total)



Source : DRTEFP, ANPE

SUITE ENCADRÉ : ENQUÊTE ASSEDIC

À l'écart des zones fortement touristiques, le bassin de Vire-Condé présente cependant un taux de recrutement potentiel de saisonniers supérieur à la moyenne (41,4 % contre 39,4 %) et en progression par rapport à 2005 (38,9 %). C'est dans le commerce que la proportion est la plus importante (68,4 % des projets), ce qui est une situation plutôt atypique dans la région.

Parmi les métiers, seuls trois dépassent les 50 intentions de recrutement. Tout d'abord celui d'animateur socio-culturel, sport et loisirs qui concerne

exclusivement des saisonniers (233 postes). Le deuxième métier recherché par ordre d'importance est celui de caissier, employé de libre-service où 80 % des 145 projets sont également liés à une période saisonnière. À l'inverse, les employés et agents de maîtrise de l'hôtellerie recherchés (91 emplois) sont essentiellement des permanents (10,2 % de saisonniers).

Quatre métiers sont assortis de difficultés de recrutement totales associées à un nombre significatif de projets. Il s'agit des conducteurs routiers et grands routiers, les cour-

siers, conducteurs-livreurs, les divers ouvriers qualifiés du second oeuvre du bâtiment et les cuisiniers. Moins nombreux, les aides-soignants, les menuisiers qualifiés du bâtiment et les plombiers - chauffagistes qualifiés sont de recrutement difficile dans plus de 3/4 des cas.

À noter que les 41 postes de conducteurs routiers et grands routiers recherchés, sont tous difficiles à recruter et sont tous des emplois saisonniers.

Le détail des informations retraçant la dernière enquête disponible peut être consulté sur internet : www.assedic.fr/unistatis/

L'ENQUÊTE BMO : elle est réalisée par l'ASSEDIC auprès de l'ensemble des établissements du secteur privé non agricole, soit 32 700 pour la Basse-Normandie et 1 130 pour le bassin de Vire-Condé.

Trois établissements sur dix répondent à l'enquête et précisent ainsi leurs intentions en matière de recrutement pour l'année à venir.